

ECOUTEZ NOTRE CRI DE COEUR

les filles adolescentes des
régions du Nord-Ouest et
du Sud-Ouest du Cameroun
à propos du conflit et de la
pandémie de COVID-19

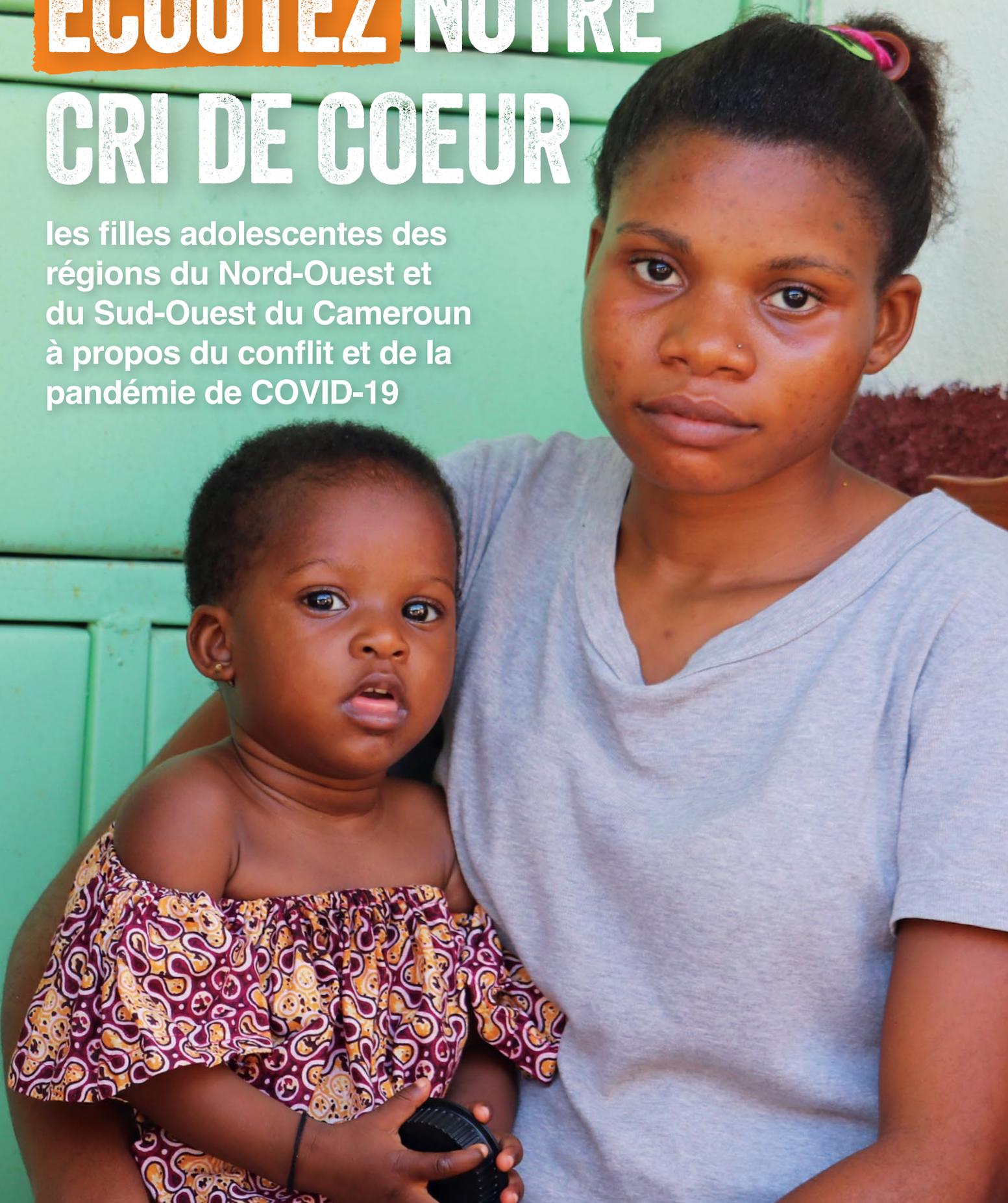


TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE	3
Méthodologie	6
RÉSULTATS CLÉS	7
1. Nous avons tous peur : « <i>Sécurité, paix et cessez-le-feu</i> »	8
2. L'éducation est primordiale : « <i>Nous aurions adoré aller à l'école</i> »	10
3. Questions de santé et importance de l'autonomisation : « <i>Je n'avais personne pour me conseiller</i> »	12
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	16

CONTEXTE

Le présent rapport est le résultat d'un exercice d'évaluation multi-sectoriel des besoins axé sur les droits et les besoins des adolescents vivant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, où le conflit et la pandémie de COVID-19 s'allient pour fragiliser leur sécurité à tous les niveaux et menacer leur éducation et leur santé. Sans soutien, les conséquences de cette situation auront de sérieuses répercussions à long terme. Ladite évaluation se concentre en particulier sur la vie et les expériences des adolescentes qui sont mères, enceintes ou mariées et s'appuie directement sur leur expérience de la vie dans une situation de crise complexe.



Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun sont plongées dans la crise depuis fin 2016. Après un départ sous forme de revendications corporatistes, le conflit s'est en un an propagé sur l'ensemble des deux régions, les séparatistes revendiquant que cette zone devait former un État indépendant appelé « Ambazonie ». Les affrontements entre les forces de défense gouvernementales et les groupes armés non étatiques (GANE) ont conduit à de fréquents barrages routiers, à des « villes fantômes »¹, au meurtre aveugle de civils, au pillage et à la destruction de biens, perpétrés selon les dires aussi bien par l'armée gouvernementale que par les GANE. Les civils sont pris dans le feu croisé

entre les diverses factions : des installations de base ont été ciblées à plusieurs reprises, et le système éducatif, les établissements de santé et la production agricole se sont détériorés. À l'été 2019, le gouvernement contrôlait toujours les grandes villes et certaines zones en milieu rural, tandis que les séparatistes détenaient d'autres zones en milieu rural et faisaient des incursions régulières dans les grandes villes. Environ 3 000 civils ont été tués et la violence a contraint près de 750 000 personnes à fuir leur foyer, plus de 60 000 réfugiés se trouvant actuellement au Nigeria.² On estime que trois millions de personnes, sur une population anglophone de cinq millions, ont été affectées par le conflit.³

1 Les villes sont fermées certains jours et toute activité commerciale est interdite.

2 Rapport de situation d'OCHA Cameroun – 26 janvier 2021 <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/>

3 Rapport thématique de l'ACAPS du 19 février 2021

L'éducation a été un terrain de bataille clé. Les séparatistes ont imposé un boycott sur l'éducation formelle basée sur le programme scolaire du gouvernement camerounais, et de nombreuses écoles des régions du nord-ouest et du sud-ouest (NOSO) sont fermées depuis le début de la guerre : dans les premiers mois de 2021, moins de 30 % des écoles de la région étaient opérationnelles.⁴ L'impact des combats, couplé depuis un an à la pandémie de COVID-19 privent environ 1 033 000 enfants du système éducatif.⁵ Le 24 octobre 2020, un groupe d'hommes armés non identifiés a attaqué l'Académie internationale bilingue Mère Francisca, tuant au moins huit enfants et en blessant douze autres au cours d'une fusillade. Le gouvernement et les groupes séparatistes armés se sont mutuellement accusés d'avoir perpétré l'attaque, mais personne n'en a officiellement revendiqué la responsabilité. Selon la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, plus de 1 000 élèves et enseignant(e)s ont été menacé(e)s, enlevé(e)s, blessé(e)s ou tué(e)s par des groupes armés ou les forces de sécurité de l'État au Cameroun entre 2017 et 2019. La plupart de ces attaques ont eu lieu dans les régions anglophones du sud-ouest et du nord-ouest du pays. Cameroun, tuant au moins huit enfants et en blessant douze autres au cours d'une fusillade. Le gouvernement et les groupes séparatistes armés se sont mutuellement accusés d'avoir perpétré l'attaque, mais personne n'en a officiellement revendiqué la responsabilité. Selon la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, plus de 1 000 élèves et enseignant(e)s ont été menacé(e)s, enlevé(e)s, blessé(e)s ou tué(e)s par des groupes armés ou les forces de sécurité de l'État au Cameroun entre 2017 et 2019. La plupart de ces attaques ont eu lieu dans les régions anglophones du sud-ouest et du nord-ouest du pays.⁶

« Nous sommes moins concentrés à l'école parce que nous ne savons pas quand il y aura des coups de feu. »

Adolescent, activité : « Une journée dans la vie d'un jeune »

Au début de la pandémie de COVID-19, un groupe armé – il existe plusieurs factions séparatistes ayant des objectifs et des programmes politiques différents – a déclaré un cessez-le-feu unilatéral pour lutter contre la propagation du virus. Cependant, d'autres groupes, ainsi que le gouvernement camerounais, ont ignoré les appels à faire de même et les combats se sont poursuivis. L'éducation, et les jeunes qui en ont besoin, continuent d'être pris entre deux feux.

« Avant, l'éducation était valorisée ici, mais depuis qu'elle a commencé, cette crise a causé la mort de nombreuses personnes. Donc, si les autorités ne mentionnent pas l'éducation, nous ne le faisons pas non plus. »



Résultats de Girl Empowerment Star

La guerre civile se poursuit sans relâche depuis quatre ans sans aucun signe de solution politique. Le conflit au Cameroun a été répertorié par le Secrétaire général des Nations Unies dans son rapport annuel au Conseil de sécurité des Nations Unies comme une « situation préoccupante » officielle pour les enfants et les conflits armés. Le rapport cite la gravité et le nombre de violations contre les enfants : notamment leur recrutement et exploitation, les meurtres et mutilations, les enlèvements, les attaques d'écoles et d'hôpitaux, et le refus d'accès à l'aide humanitaire.⁷

4 Cameroun : La crise de l'éducation dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. Rapport thématique de l'ACAPS du 19 février 2021

5 Cluster Éducation NOSO d'avril 2020

6 www.global2p.org/publications/atrocities-alert-no-226-cameroon-afghanistan-and-guinea/

7 Rapport annuel du Secrétaire général des Nations Unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé A/74/845-S/2020/525, 9 juin 2020 <https://undocs.org/fr/A/74/845>

« La plupart d'entre nous [avaient l'habitude] de finir notre scolarité. Maintenant, nous sommes confrontés à de sérieuses difficultés pour aller à l'école à cause de la guerre. La plupart des filles abandonnent maintenant l'école en raison de grossesses non désirées, de la pauvreté des parents, de l'insécurité à cause des abus sexuels et de la flambée d'attaques perpétrées par des groupes armés.



Résultats de Girl Empowerment Star

Les familles des régions NOSO du Cameroun font face de une double crise du fait de la pandémie a COVID-19 et du conflit. Elles sont confrontées à la pauvreté, l'insécurité et au manque d'équipements de base et de soutien réel. L'attention se concentre ailleurs et la guerre au Cameroun, du fait de la pandémie mondiale, a pris racine et a été largement ignorée.⁸

ÉCOUTER LES ADOLESCENTES

Cette évaluation a utilisé des méthodes innovantes introduites par Plan International pour capter les voix des adolescentes et des jeunes femmes, aux côtés de celles des adolescents, des jeunes hommes, de leurs parents et des aidant(e)s, sur l'ensemble des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Elle s'adresse directement aux adolescentes elles-mêmes et leur donne l'opportunité d'exprimer leurs préoccupations et leurs priorités : en particulier, les adolescentes qui sont mères, enceintes ou mariées, dont les idées et les besoins sont souvent ignorés. L'objectif général de l'évaluation était de comprendre leurs besoins multisectoriels en matière de sécurité et de protection, d'éducation, de santé, de sécurité alimentaire et d'accès à un travail décent.

QU'EST-CE QUI AIDERA LES ADOLESCENTES À REPRENDRE LEURS ÉTUDES EN TOUTE SÉCURITÉ, LEUR DONNERA LA SÉCURITÉ AUJOURD'HUI ET L'ESPOIR POUR DEMAIN ?

L'évaluation a fait appel à une gamme de techniques et d'outils participatifs⁹ pour capter les opinions et les expériences des adolescent(e)s, ainsi que dans le contexte de discussions avec des adultes, y compris des parents et des tuteurs, et d'entretiens avec des femmes et des hommes participant à la prestation de services dans les différentes sections et régions.

Certaines des informations sur l'impact de la guerre et de l'augmentation de la pauvreté sur la vie et les opportunités des filles peuvent ne pas être nouvelles. Toutefois, les techniques utilisées dans ce contexte – où l'effet conjugué de la COVID-19 et des conflits violents rend la recherche participative particulièrement difficile – sont en revanche nouvelles. L'accent mis sur la voix des filles confère à cette évaluation une instantanéité et une authenticité remarquables dans de telles circonstances.

Certes, le conflit et la COVID-19 entravent les opportunités offertes à l'ensemble de la population des régions NOSO du Cameroun, mais leur impact en sera plus fortement ressenti par les jeunes.

Durant l'adolescence, nous acquérons des compétences et des informations qui nous serviront toute notre vie. En temps de crise, le développement est limité et des décisions qui sont prises, détermineront la vie des jeunes en particulier pour les adolescentes et les jeunes femmes que menacent le mariage d'enfants et les grossesses précoces. Le manque d'éducation, au niveau des compétences de base, des qualifications et des opportunités professionnelles manquées – le tout exacerbé par un manque d'accès à l'éducation et aux ressources en matière de santé sexuelle et reproductive – aura des retentissements incontestables pendant de nombreuses années à venir.

8 <https://www.thenewhumanitarian.org/first-person/2021/2/16/Camerouns-separatist-war-children-biggest-losers>

9 <https://plan-international.org/publications/adolescent-programming-toolkit>

Au cours de l'évaluation, les adolescentes et les jeunes femmes ont indiqué à quel point il peut être difficile pour elles de s'exprimer : **« Ce n'est pas facile, même si je le fais, mais il me faut beaucoup de courage pour le faire »**, ainsi que le peu de contrôle qu'elles ont le sentiment d'avoir sur les décisions essentielles qui affectent leur vie. De nombreuses organisations travaillent avec les

communautés pour les aider à se protéger et en stimuler la résilience. Il est essentiel d'encourager la participation des personnes les plus menacées pour qu'elles comprennent comment agir de manière efficace. Cette évaluation, qui s'appuie notamment sur les expériences des filles et des jeunes femmes participantes, est un pas dans la bonne direction.

MÉTHODOLOGIE

CONCEPTION DE L'ÉVALUATION

Plan International Cameroun a effectué l'évaluation auprès d'adolescent(e)s dans des zones où se déroulent actuellement des programmes dans neuf divisions des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. L'évaluation a utilisé une approche qualitative multiméthode. Les consultations qui ont eu lieu avec les adolescent(e)s comprenaient des groupes non mixtes de 6 - 10 adolescent(e)s issus de toutes les zones choisies. Les groupes étaient répartis par tranches d'âge de 10 à 14 ans et de 15 à 19 ans et ont utilisé différents outils de consultation participative de la boîte à outils de Plan International sur la programmation pour les adolescent(e)s :¹⁰

GIRL EMPOWERMENT STAR (GES) :

cet outil participatif a aidé un total de 140 adolescentes (80 âgées de 10 à 14 ans et 60 âgées de 15 à 17 ans) à évaluer leur capacité d'action et leur niveau d'autonomisation dans neuf domaines de leur vie, y compris leur rôle au sein du ménage, l'école, le mariage, l'argent et la sécurité.

EXERCICE DE VISUALISATION :

un outil participatif qui a permis à un total de 204 adolescentes (80 âgées de 10 à 14 ans et 124 âgées de 15 à 17 ans), y compris de jeunes mères, à explorer leur vision de l'avenir. Cet exercice aide les filles à partager leurs espoirs pour l'avenir et à identifier à la fois leurs besoins immédiats et leurs priorités à plus long terme en matière d'éducation, de moyens de subsistance, de santé et de sécurité.

UNE JOURNÉE DANS LA VIE D'UN JEUNE (A DAY IN A YOUNG PERSON'S LIFE – DYPL) :

cette activité a permis à 200 adolescent(e)s (85 âgés de 10 à 14 ans et 115 de 15 à 17 ans) d'explorer leurs routines quotidiennes, les risques auxquels elles/ils sont confronté(e)s et leur capacité d'action, ainsi que la manière dont leurs activités et leurs rôles (genrés) ont changé à la suite du conflit et de la pandémie de COVID-19.

Les consultations auprès des adolescent(e)s ont été complétées par des discussions de groupe avec les parents et les aidant(e)s, y compris de jeunes aidant(e)s âgé(e)s de 18 à 24 ans, et par des entretiens d'informateurs clés avec des prestataires de services humanitaires issus des principaux secteurs de l'intervention dans les régions NOSO :

DES DISCUSSIONS DE GROUPE FOCALISÉES (FGD),

un total de 36 groupes, ont eu lieu avec 299 adultes, dont 177 jeunes aidant(e)s (132 filles, 45 garçons) et 122 parents et aidant(e)s adultes (58 femmes, 64 hommes). female, 64 male).

DES ENTRETIENS D'INFORMATEURS CLÉS (KII) :

avec 79 répondants (43 femmes; 36 hommes) de différents secteurs ont été menées pour évaluer le niveau de services disponibles dans les secteurs et les régions.

COLLECTE DE DONNÉES : les collecteurs étaient constitués du personnel local de Plan International et des partenaires qui travaillent et vivent dans les communautés où l'évaluation a été menée. Ce dispositif visait à minimiser les risques de sécurité et à créer un environnement de confiance pour tous les participants. La réalisation de l'évaluation dans les communautés où Plan International et d'autres partenaires ont des programmes, garantissait que tout participant divulguant des incidents de violence sexuelle et sexiste recevrait un soutien opportun et approprié.

CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ ET SAUVEGARDE : le consentement éclairé a été obtenu à la fois auprès des adolescent(e)s et de leurs parents/aidant(e)s. Des évaluations des risques attachés à la sauvegarde ont été menées afin de comprendre et d'atténuer les risques associés à la sauvegarde et à la sécurité tant pour les chercheurs que pour les personnes interrogées. La collecte de données a été effectuée conformément aux directives éthiques de Plan International en matière de collecte, de stockage et de partage des données, et à la politique mondiale sur la sauvegarde des enfants et des jeunes.

¹⁰ <https://plan-international.org/publications/adolescent-programming-toolkit>

RÉSULTATS CLÉS

« *Demain, je veux être une dirigeante et changer beaucoup de choses qui ne vont pas dans notre pays aujourd'hui.* »

Fille de 15 à 17 ans, participant à l'exercice de visualisation.

Ce qui ressort clairement de l'étude, c'est que, malgré les défis auxquels elles sont confrontées, malgré les conflits, la pauvreté et la COVID-19, les filles et les jeunes femmes continuent d'avoir de grandes aspirations. Elles chérissent l'éducation et en comprennent l'importance.

UNE ÉCRASANTE MAJORITÉ D'ADOLESCENTES PRENANT PART À L'EXERCICE DE VISUALISATION A MIS EN PRIORITÉ LES CARRIÈRES PROFESSIONNELLES.

Il est également évident que leurs aspirations sont sapées par l'inégalité de genre omniprésente : les adolescentes ont déclaré faire plus que leur juste part des tâches ménagères, manquer de confiance en elles pour s'exprimer, se sentir obligées de se marier avant leur majorité et elles ont dit clairement que l'éducation des garçons, et non celle des filles, demeure la priorité pour de nombreuses familles. Une jeune mère a déclaré que : « **Certaines filles qui sont les aînées de la fratrie doivent se sacrifier et travailler pour prendre soin des plus petits et doivent donc abandonner l'école.** »



© Plan International



Écouter les adolescentes parler de leur vie révèle l'importance d'une approche multisectorielle. La vie n'est pas vécue de manière compartimentée et, dans les régions NOSO, conflit et COVID-19 affectent tout et tout le monde. Éducation – y compris la formation professionnelle, la santé sexuelle et reproductive – lutter contre la pauvreté, la consolidation de la paix, et une vie sans violence, ont émergé comme des thèmes récurrents et interreliés tout au long du processus d'évaluation. Partout dans le monde, l'impact de la pandémie est tombé le plus lourdement sur les plus pauvres et sur ceux qui souffrent d'autres crises à long terme.¹¹ La résilience communautaire, déjà minée par le conflit, est mise à rude épreuve par la COVID-19.

11 Red Cross: Rapid-response-primary-impacts-covid-19%20(4).pdf



NOUS AVONS TOUTES PEUR : « SÉCURITÉ, PAIX ET CESSER-LE-FEU »

« Lorsque les combats ont éclaté, les familles ont souvent couru se cacher dans les buissons et c'est là que de nombreuses adolescentes auraient été victimes d'abus sexuels de la part de groupes armés non étatiques et d'autres forces de sécurité, mais aussi de la part d'autres membres de la communauté, en particulier des garçons et des hommes adultes. »

Groupe de discussion focalisée, jeunes mères, 18 à 24 ans

La consolidation de la paix et le règlement des conflits sont une priorité. Les filles ayant participé à l'exercice de visualisation ont résumé les priorités en matière de sécurité et de protection par les mots « sécurité, paix et cessez-le-feu ». Dans les régions NOSO du Cameroun, la guerre, la violence et la peur de la violence ont un impact sur tous les aspects de la vie des personnes : leur capacité à gagner de l'argent, à accéder à l'éducation et aux soins de santé, à se déplacer et à créer des opportunités pour l'avenir. Les conflits et la pauvreté aggravent les tensions familiales, peuvent conduire à une augmentation de la violence basée sur le genre¹², y compris le mariage d'enfants, perturbent l'éducation et entravent les progrès vers l'égalité de genre. La COVID-19 présente une couche supplémentaire d'insécurité, aggravant une situation déjà effroyable, car les personnes s'inquiètent également de la propagation du virus.

La peur est l'une des émotions prédominantes rapportées par les participants à cette étude. Les parents et les aidant(e)s ont peur pour eux-mêmes et surtout pour leurs enfants. Les adolescent(e)s déclarent avoir peur d'aller à l'école et aux centres de santé en raison de la présence militaire : ils craignent d'être victimes d'arrestations arbitraires,

de harcèlement, de viols, de balles perdues, de tirs croisés et de violence, et d'une répétition d'attaques contre les écoles : « **Nous sommes à l'école, mais nous avons toujours peur qu'ils viennent nous tuer comme ils l'ont fait à Kumba.** »

La présence d'hommes armés expose les femmes et les filles à un risque accru de violence sexuelle, y compris de viol. De jeunes mères ont rapporté que les filles sont victimes de « **viol en raison de la crise où quelqu'un pointe une arme sur votre tête et fait ce qu'il veut** ». Les femmes des groupes de discussion focalisée ont également signalé la violence, le viol et l'exploitation sexuelle, dans le contexte de la vente ou de l'échange de services sexuels, comme des menaces auxquelles sont confrontées les adolescentes. Le groupe des jeunes mères a décrit « **les garçons nous dérangent, tentent de nous violer, les garçons nous battent, les garçons exercent sur nous des pressions morales et physiques et les parents trop surprotecteurs, nous battent et nous crient dessus.** »¹³ Les participants du groupe des jeunes pères ont convenu que le viol et la violence sexuelle étaient l'un des principaux problèmes auxquels ont à faire face les adolescentes dans les régions du NOSO.

Des communautés entières peuvent être confrontées à une anarchie accrue et les adolescents recrutés de force dans des groupes armés risquent d'être tués ou mutilés et peuvent souffrir de graves traumatismes psychologiques.¹⁴ Environ 90 % des garçons ayant participé à la méthodologie DLYP ont déclaré que leurs principales préoccupations concernant la sécurité étaient la crainte d'être kidnappés, détenus par la police, victimes de tirs croisés, d'attaques, de balles perdues en raison des combats et d'être enrôlés comme soldats. Tout au long de l'étude, tant les adolescents que les adolescentes, mentionnent « **la peur d'être enrôlés dans des groupes armés après avoir été kidnappés** ». Les adolescentes voulaient une meilleure sécurité dans les écoles « **pour que nous nous sentions en sécurité** ».

Les adolescentes et les jeunes femmes peuvent également courir des risques lorsqu'elles cherchent

¹² <https://www.lawschool.cornell.edu/research/ILJ/upload/Manjoo-McRaith-final.pdf>

¹³ Plan International a vérifié, dans les cas de révélation de violences sexuelle et sexiste, que les survivant(es) aient reçu(e)s une prise en charge par les organisations présentes dans la communauté.

¹⁴ <https://www.unicef.org/protection/children-recruited-by-armed-forces>

à gagner de l'argent. Les personnes plus âgées, ayant participé aux groupes de discussion focalisée, ont fait état de leurs nombreuses préoccupations concernant les adolescentes travaillant alors qu'elles n'ont pas l'âge requis et les jeunes femmes occupant des emplois présentant des dangers et où elles sont exploitées : y compris le risque de violence sexuelle, de mauvais traitements et de ne pas être rémunérées pour le travail effectué. Le manque d'instruction et de qualifications des adolescentes les pousse vers des emplois indécentes dans des environnements où elles sont exploitées par leurs employeurs et par les clients.

« En raison de mauvaises fréquentations qui leur donnent de mauvais conseils, elles pourraient finir, pour gagner de l'argent, par faire toutes sortes d'emplois ou être exploitées sexuellement, dans le contexte de la vente ou de l'échange de services sexuels, et elles pourraient attraper des maladies vénériennes comme le VIH. »



Résultats de Girl Empowerment Star

Les jeunes mères des groupes de discussion focalisée ont beaucoup parlé de la situation dans laquelle se trouvaient de nombreuses filles : « **Il existe une pauvreté abjecte principalement en raison de la fermeture des marchés et des activités commerciales.** » Elles ont signalé que : « Il n'y a aucun endroit où aller pour apprendre ou **pour travailler et il y a peu d'emplois à faire pour gagner de l'argent – parfois vous travaillez dans la ferme d'un homme et avant de vous payer, il vaudra coucher avec vous.** »

Les jeunes mères ayant participé aux groupes de discussion ont souligné que « **le manque de moyens de subsistance** » était l'une des raisons majeures des mariages forcés. Elles ont également évoqué à quel point il est difficile de « **prendre soin de leurs enfants, l'alimentation est insuffisante, l'hygiène et l'assainissement sont médiocres** » et ont tristement décrit : « **Ne pas avoir d'instruction, pas d'accès à certains produits de base comme les produits d'hygiène, l'éducation et les produits de première nécessité pour le foyer.** » Les participantes aux groupes de discussion focalisée

ont également parlé de parents mariant leurs filles « **pour régler leurs dettes** » et d'autres ont laissé entendre que : « **Certaines se marient à cause de leur famille, parce que leurs parents ont des difficultés à nourrir les membres de leur foyer, alors la fille pourrait penser qu'aller vivre avec son petit ami réduira la charge.** »

SUR LES PERSONNES INTERROGÉES,

90% ONT MENTIONNÉ

LE MANQUE DE REVENU DE BASE
COMME UN FACTEUR
D'EXPLOITATION SEXUELLE.



Les adolescentes ont insisté sur l'importance d'organiser régulièrement des campagnes de protection contre la violence basées sur le genre, les sévices, la négligence et l'exploitation : y compris les abus sexuels, le travail des enfants, la torture et le recrutement dans des groupes armés. De nombreuses filles ont déclaré se sentir en sécurité dans leur propre communauté, mais avec quelques réserves : « **Oui, nous nous sentons toutes en sécurité dans la communauté, même si nous pouvons être harcelés à tout moment par des hommes armés inconnus.** »

Les questions de pauvreté, de protection, d'éducation et de santé sexuelle et reproductive sont étroitement liées dans la vie des filles. Ce n'est que lorsque la paix sera rétablie que de réels progrès pourront être accomplis dans la lutte pour le renouvellement de leur droit à la sécurité, l'accès aux opportunités et à véritablement choisir de ce qu'elles veulent faire de leur vie.

« **Nous ne pouvons même pas parler dans notre propre foyer car des garçons « amba » pourraient écouter ; les interrogatoires sur la route par les combattants devraient cesser, il devrait y avoir un libre accès pour se déplacer et nous ne voulons plus jamais voir des armes** ».

Fille prenant part à l'exercice de visualisation

2.

L'ÉDUCATION EST PRIMORDIALE : « NOUS AURIONS ADORÉ ALLER À L'ÉCOLE »

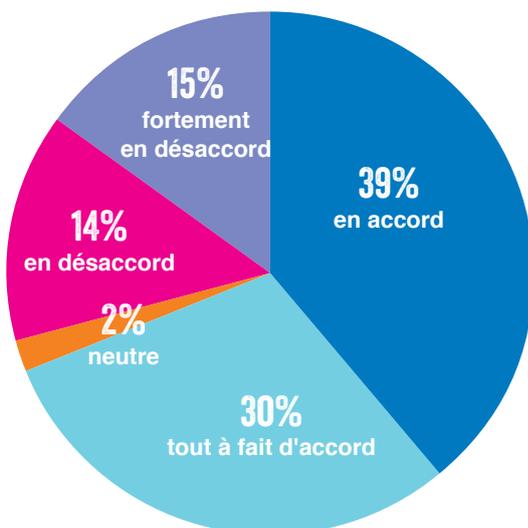
« Parfois, je suis valorisée ici parce que les ONG nous rendent visite de temps en temps pour en savoir plus sur notre bien-être et pour nous donner quelques produits de première nécessité, mais la communauté n'apprécie pas les filles ici. Elle pense que les filles doivent être des femmes au foyer et ne pas être éduquées. »



Résultats de Girl Empowerment Star

Les filles ne sont pas d'accord avec leur communauté. Lorsqu'on leur a demandé si elles comptaient terminer leurs études secondaires, la majorité des filles participant à l'exercice Girl Empowerment Star a répondu oui. L'une d'elles a fait remarquer : « **Ma sœur a terminé ses études, donc je vais aussi les finir** », et une autre participante a déclaré : « **Je ne veux pas être maltraitée par des hommes parce qu'ils pensent que je ne suis pas instruite et qu'ils peuvent m'utiliser comme ils le veulent.** »

On a demandé aux participantes de Girl Empowerment Star : est-ce que toutes les filles de cette communauté espèrent terminer leurs études secondaires ?



Cependant, elles sont également conscientes du fait que le conflit et la pandémie de COVID-19 auront un très grand impact sur leurs attentes. Les écoles notamment constituent des poudrières dans les régions NOSO. Il peut être dangereux d'aller à l'école. Les combats dans la région signifient également que de nombreuses familles sont dans l'incapacité de travailler et disposent de peu d'argent pour payer les frais de scolarité, les uniformes et les livres.

Les adolescentes ayant participé à l'exercice de visualisation ont estimé que : « **Toutes les filles devraient avoir quelque chose [de productif à faire] avant de se marier.** » Maintes et maintes fois, cette aspiration ne se concrétise pas. Les grossesses d'adolescentes et les mariages d'enfants, souvent une stratégie de réduction de la pauvreté de la part des filles et de leurs familles, poussent de nombreuses filles à abandonner l'école : « **Je ne suis pas tranquille parce qu'ils veulent que je me marie.** »¹⁵ Parfois, les parents encouragent le mariage d'enfants et, dans d'autres cas, les filles elles-mêmes se sentent obligées de s'engager dans des relations sexuelles risquées et abusives.

Interrogé sur la possibilité pour les adolescentes enceintes ou les jeunes mères de retourner à l'école, la majorité d'entre-eux y est favorable.

PARMI LES ADOLESCENTES ET LES JEUNES FEMMES PARTICIPANTES

84% ÉTAIENT D'ACCORD OU TOUT À FAIT D'ACCORD POUR DIRE QUE LES FILLES ENCEINTES ET LES JEUNES MÈRES DEVRAIENT CONTINUER À ALLER À L'ÉCOLE.



15 Plan International a vérifié, dans les cas de révélation de violences sexuelle et sexiste, que les survivant(es) aient reçu(e)s une prise en charge par les organisations présentes dans la communauté.

Elles ont fait valoir que toutes les filles avaient droit à l'éducation et que les qualifications scolaires déboucheraient sur un emploi et permettraient aux jeunes femmes de subvenir aux besoins de leurs enfants. Beaucoup pensaient également qu'en poursuivant leurs études, elles développeraient des compétences qui leur permettraient de gérer plus efficacement la situation dans laquelle elles se trouvaient. Elles ne se faisaient aucune illusion sur les difficultés auxquelles elles seraient confrontées pour cela et espéraient un soutien, à la fois financier et de garde d'enfants, de la part des familles et des partenaires. Elles considéraient que de nombreux parents ne les soutenaient pas, préférant que leurs filles se marient et deviennent la responsabilité de quelqu'un d'autre. Cette opinion était partagée par les personnes plus âgées lors des discussions de groupes focalisées : **« Certaines sont forcées par leurs parents à se marier tôt parce que leur gendre est un homme riche. »** Lorsque les familles les soutiennent, les filles souhaitent poursuivre leurs études : **« Certains hommes et nos parents nous soutiennent pour que nous retournions à l'école si nous le souhaitons en s'occupant de nos enfants. »**

Les adolescentes ont également évoqué l'amélioration de l'environnement scolaire. De nombreuses écoles sont trop éloignées et les écoles locales sont très surpeuplées. Il n'y a pas assez d'enseignant(e)s, en particulier pour les matières scientifiques, et il y a une pénurie de livres et de matériel. Au cours des discussions de groupe focalisées, des jeunes mères ont laissé entendre que l'environnement économique généralement difficile avait peut-être réduit la valeur de l'éducation : **« Certaines filles pensent qu'il est inutile d'aller à l'école quand, une fois leurs études terminées, elles n'auront pas de travail. »** D'autres ont fait savoir que, dans le climat actuel, s'il y avait du travail, les filles préféreraient abandonner l'école pour saisir l'occasion de gagner un peu d'argent.

L'éducation ne consiste pas seulement à rester à l'école, mais lorsque l'école est toujours possible, les adolescentes ont suggéré qu'il serait bon de recevoir une aide permettant d'obtenir des denrées alimentaires, de disposer de moyens de subsistance et d'autres besoins de base, et de bénéficier d'un soutien financier et matériel couvrant les frais de scolarité, les livres, les stylos, les cartables et les serviettes hygiéniques. Elles ont également souligné l'importance de la garde des enfants : sans garde d'enfants en place, la reprise d'études n'était pas considérée comme possible et de nombreuses jeunes mères optaient pour une éducation non

formelle, qu'elles pouvaient suivre avec leurs enfants, plus près de chez elles.

POUR

75% DES MÈRES ADOLESCENTES, DES FILLES ENCEINTEES ET MARIÉES, LES CENTRES D'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRES PROPOSANT UNE ÉDUCATION NON FORMELLE ÉTAIENT L'OPTION PRIVILÉGIÉE POUR POURSUIVRE LEURS ÉTUDES.



Les adolescentes souhaitaient que les autorités mettent à leur disposition des centres d'apprentissage dans des zones sûres. Elles revendiquaient une offre de formation professionnelle. Les jeunes mères ayant participé aux groupes de discussion focalisée ont souligné l'importance que revêt l'autonomie : celles qui ne sont plus intéressées par une éducation formelle devraient être aidées à apprendre un métier ou un travail manuel.

« Nous aurions adoré aller à l'école, mais maintenant que les écoles ne fonctionnent plus ici dans l'Arrondissement de Njikwa, nous aimerions apprendre des métiers ou des travaux manuels. Nous avons besoin de centres de formation pour la formation professionnelle, de centres d'apprentissage communautaires, au moins pour le niveau primaire, afin de nous former et de nous permettre d'avoir des activités profitables d'agriculture, d'élevage d'animaux et de créer de petites entreprises. »

Filles de 15 à 17 ans participant à l'exercice de visualisation.

Les participants adultes et le groupe des jeunes mères ont estimé que les activités du centre d'apprentissage devraient également se concentrer sur l'éducation des adolescentes, particulièrement sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, y compris la contraception, l'abstinence, les rapports sexuels protégés, les relations et la santé et l'hygiène menstruelles, ainsi que sur la manière de se protéger de la pression sexuelle, des abus et de toutes les formes de violence basée sur le genre.

Maintenir les filles à l'école ou fournir une forme quelconque de soutien éducatif pendant une crise complexe n'est pas une tâche facile. Il existe déjà une résistance à l'éducation des filles, comme l'ont signalé de nombreux parents et aidant(e)s lors des discussions de groupes focalisées d'adultes : « **La plupart des parents disent que l'éducation d'une fillette est du gaspillage.** »

D'autres femmes du groupe ont déclaré avec désapprobation que « **lorsque les filles deviennent trop instruites, elles ont tendance à**

défier les hommes ». Les filles elles-mêmes ont déclaré qu'elles « **n'ont guère d'opportunités, car les parents préfèrent envoyer les garçons à l'école** ». La grossesse et la maternité à un jeune âge constituent des obstacles supplémentaires à la poursuite d'études pour les filles. Pour que prévale une plus grande ouverture d'esprit, elles ont besoin d'aides multiforme, dont un soutien financier, émotionnel et pratique de la part d'un large éventail d'acteurs .

« *L'éducation des filles est essentielle, car elle renforce la communauté, réduit les mariages précoces, les grossesses précoces et augmente la population* »

Femmes plus âgées, groupe de discussion



3. QUESTIONS DE SANTÉ ET IMPORTANCE DE L'AUTONOMISATION : « JE N'AVAIS PERSONNE POUR ME CONSEILLER »

« *Nous ne comprenons pas vraiment nos règles et le fonctionnement du cycle. Donc la grossesse peut se produire à tout moment même si vous ne le voulez pas... la grossesse m'a prise par surprise, je n'avais personne pour me conseiller.* »



Fille, 15 à 17 ans, Girl Empowerment Star Findings

Au cours de l'évaluation, les adolescentes ont discuté de l'extrême importance qu'il y a à pouvoir accéder aux informations pour les protéger contre les préjudices. Elles considéraient l'éducation sanitaire, en particulier l'éducation en matière de SDRS, comme une priorité, et ont souligné à quel point il fallait que toute personne puisse bénéficier des soins de santé, qu'il était essentiel d'avoir des travailleurs qualifiés, en particulier des infirmières et des médecins, et de prioriser la santé des

filles et des femmes enceintes. Les groupes de femmes ont signalé que la crise et l'absence de scolarisation avaient créé de multiples défis pour les adolescent(e)s. Selon elles, les grossesses non désirées étaient en partie dues à l'oisiveté et les rapports sexuels non protégés exposaient également les adolescent(e)s aux IST, y compris le VIH/sida. L'analphabétisme, l'absence de scolarisation et le manque de connaissances correctes sur les rapports sexuels protégés se conjuguent pour mettre les jeunes femmes en danger.

Le rôle de la supervision parentale a fait l'objet de discussions au sein du groupe des jeunes mères : elles encourageaient les parents à donner des conseils, « **sur ce qui est bon et mauvais, car faire preuve de sévérité ne résoudra pas le problème** ». Ces conseils devraient notamment porter sur l'éducation des adolescentes en matière de sexe et de sexualité. En fait, le groupe des jeunes mères a reconnu que nombreux sont les parents qui pourraient avoir besoin d'une formation pour pouvoir prodiguer ces conseils. Les adolescentes ont également recommandé que leurs parents et la communauté en général soient sensibilisés à la valeur de l'éducation des filles.



© Plan International

Les résultats de l'évaluation montrent clairement la nécessité d'instaurer un dialogue plus approfondi, d'optimiser la prise de conscience et d'organiser des réunions parentales traitant de la SDSR des adolescent(e)s. Les parents ont besoin de soutien pour se sentir capables de parler de la SDSR avec assurance : ils ont besoin d'informations précises sur le sexe et la sexualité et sur les services de santé disponibles – ainsi que de savoir comment en parler – pour être en mesure de les transmettre à leurs filles.

PARMI LES PARTICIPANTS

90% ESTIMENT QUE LES PARENTS, EN PARTICULIER LE PÈRE, JOUAIENT UN RÔLE DÉTERMINANT DANS L'ACCÈS DES FILLES À L'ÉDUCATION, AU TRAVAIL ET À D'AUTRES FORMES DE SOUTIEN.



Le rôle de la famille était également considéré comme crucial pour inculquer la confiance en soi : **« Apprenez-leur à croire en elles-mêmes. »** Les résultats de l'activité Girl Empowerment Star soulignent que les adolescentes sont conscientes de la valeur de l'autonomisation, du renforcement de la confiance : **« Oui, c'est une bonne idée de pouvoir s'exprimer... les femmes sont maintenant très intelligentes et ont de bonnes idées, elles peuvent contribuer à améliorer la communauté »** . Cependant, s'exprimer n'est pas chose aisée.

PARMI LES ADOLESCENTES INTERROGÉES

67% ESTIMENT QU'ELLES NE PEUVENT PAS PARLER DEVANT UN HOMME ADULTE



Autonomiser les adolescentes sur le plan émotionnel et leur fournir des informations concrètes doivent aller de pair avec la reconnaissance de leur désir d'émancipation, d'indépendance financière et d'autodétermination dans leur avenir. Ce désir d'affirmer un certain contrôle sur leur vie, souvent exprimé, comme nous l'avons vu, en mettant l'accent sur le soutien éducatif et matériel, est une grande priorité pour les adolescentes plus âgées : **« Je voudrais aller à l'OIC Buea et apprendre à bien cuisiner pour pouvoir trouver un emploi dans un hôtel ou ouvrir mon propre restaurant. »** Les adolescentes n'ont pas abandonné leurs rêves : elles veulent devenir enseignantes, infirmières, médecins, ingénieures, avocates, coiffeuses, journalistes, chanteuses, tailleuses, comptables, banquières, cheffes d'entreprise, responsables marketing, Rev Sisters, constructrices, actrices, couturières, philanthropes et Présidente. Les autonomiser pleinement, afin qu'elles puissent s'aider elles-mêmes à réaliser leurs aspirations, signifie travailler avec des communautés entières et nécessite un investissement de l'État et des donateurs internationaux ainsi que des ONG.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

« J'investirai dans mes études parce que je veux devenir infirmière.

★ Fille, 10 à 14 ans, Résultats de Star Empowerment Star

Il ressort clairement de l'évaluation réalisée que les adolescentes des régions NOSO du Cameroun considèrent l'éducation comme la clé d'une vie meilleure pour elles et pour leur communauté. La mise en place d'écoles communautaires, sûres, locales et proposant un programme varié, est une priorité. De nombreuses filles et jeunes femmes aspirent à obtenir des diplômes qui les mèneraient à l'université et à des emplois professionnels ; toutefois, et ceci à mesure que l'impact du conflit et de la COVID-19 change leur vie, elles se tournent vers des ouvertures différentes et cherchent à obtenir des informations différentes. Certaines ont donné la priorité à la formation professionnelle et à la possibilité de gagner de l'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, pas seulement à l'avenir mais dès maintenant.

« Si les lieux étaient sûrs et que j'avais la possibilité de décider de la manière d'utiliser mon argent, l'école serait une certitude pour moi. Mais comme la crise est très grave ici, je ne peux que travailler, acheter des médicaments, de la nourriture et des vêtements. »

★ Fille, 15 à 17 ans, Résultats de Girl Empowerment Star



© Plan International

Les adolescentes et les jeunes femmes reconnaissent que leurs parents et aidant(e)s ont également besoin d'une aide extérieure pour améliorer leurs capacités à générer un revenu. Elles veulent à la fois une formation et des investissements pour les aider à créer de petites entreprises, non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour les membres plus âgés de la famille.

D'autres soulignent l'importance d'avoir de meilleures connaissances sur la santé sexuelle et reproductive pour réduire les risques de grossesse précoce en disant : « **Je ne sais même pas ce que je dois faire pour éviter une grossesse** ». L'éducation sanitaire, le soutien psychosocial et l'accès à des conseils constituent des priorités supplémentaires. Une adolescente voulait « **devenir conseillère afin de conseiller les jeunes filles sur la façon de s'orienter dans la vie** ». Les adolescents ont pu constater que les parents préféraient souvent instruire leurs fils et qu'en temps de crise, des stratégies d'adaptation différentes étaient disponibles selon le genre : « **La fille peut facilement se marier, mais le garçon change facilement de ville et trouve du travail pour survivre.** »

D'autres priorités comprennent l'éducation de leurs parents, en particulier sur les questions de SDRS, pour qu'ils soient en mesure d'aider leurs enfants. Les adolescentes soulignent également l'importance de campagnes continues qui mettent l'accent sur les droits des filles, l'importance de l'éducation des filles et de la lutte contre la violence basée sur le genre. La violence sexuelle et la crainte de celle-ci sont un thème omniprésent tout au long de l'évaluation.

Sous-tendant l'accent général mis sur l'éducation – écoles sûres, formation professionnelle, information SDRS, campagnes, formation parentale et dialogue – les adolescentes

ont souligné l'importance globale de la paix, recommandant le cessez-le-feu et la négociation comme principales solutions de sécurité et de protection. Cela nécessitera une volonté et une pression politiques, mais grâce à la paix, les revenus s'amélioreront, les écoles ouvriront et des opportunités se présenteront. Il n'est pas trop tard, il faut l'espérer, pour que les aspirations de cette génération d'adolescentes deviennent réalité.

S'appuyant sur les conclusions de cette évaluation et en consultation avec les adolescentes, Plan International formule les recommandations suivantes :

NOUS APPELONS LES ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ À :

- **Prendre** des mesures concrètes pour mettre fin aux attaques contre les écoles et à l'occupation des établissements d'enseignement par les forces armées et les groupes armés non étatiques. Ils doivent soutenir les efforts de conformité avec la Déclaration sur la sécurité dans les écoles au Cameroun, en tenant compte des conséquences particulières que les attaques contre l'éducation dans ce conflit ont sur les adolescentes et les éducateurs/éducatrices. Les États membres doivent dénoncer les attaques contre l'éducation et faire pression pour que ceux qui commettent des abus contre les enfants et les éducateurs/éducatrices rendent des comptes.
- **Faire** des efforts considérables pour améliorer la situation des enfants et des adolescent(e)s dans les régions NOSO du Cameroun, en particulier compte tenu du mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés (CAAC) où la situation du Cameroun est désormais une « situation préoccupante » officielle. Les États membres doivent soutenir les efforts menés par l'ONU et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire Général sur les enfants et les conflits armés (OSRSG-CAAC) pour signaler et prévenir les six violations graves contre les enfants dans cette situation de conflit : le meurtre et la mutilation d'enfants ; le recrutement ou l'exploitation d'enfants ; la violence sexuelle contre les enfants ; l'enlèvement d'enfants ; les attaques contre les écoles ou les hôpitaux ; et le refus d'accès à l'aide humanitaire.
- **Soutenir** les véritables efforts pour trouver une solution pacifique à la crise qui soit dans le meilleur intérêt des civils, y compris les enfants et les adolescentes. Les États membres doivent considérablement accroître le soutien international actif aux pourparlers de paix, encourager un dialogue inclusif et offrir des financements pour les pourparlers et pour recruter un médiateur indépendant.
- **Accroître** les efforts de plaidoyer pour un accès sans entraves aux communautés dans les régions NOSO, conformément au droit international humanitaire. Les États membres doivent faire entendre leur voix auprès des instances nationales et internationales (COHAF/SECCO) et condamner ces entraves. En outre, les donateurs doivent comprendre les problèmes d'accès que les confinements fréquents et soudains posent aux partenaires d'exécution. Une certaine souplesse dans le financement et la mise en œuvre, qui permettrait aux organisations de mettre en place des plans de gestion et d'activités à distance, serait la bienvenue.

NOUS APPELONS LE GOUVERNEMENT DU CAMEROUN, À TOUS LES NIVEAUX DE L'ADMINISTRATION, À :

- **Renforcer** les mesures concrètes pour prévenir les attaques contre les établissements d'enseignement, les étudiant(e)s et les enseignant(e)s et pour se préparer à de telles éventualités. Cela comprend notamment un engagement soutenu en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, ainsi que des mécanismes d'application de la loi et de signalement qui garantissent la promotion et le respect des droits des enfants. Il est essentiel que ces mesures reconnaissent et tiennent compte des dimensions sexospécifiques des attaques contre l'éducation : à mesure que les écoles ferment, les filles courent un plus grand risque de ne pas pouvoir reprendre leurs études.
- **Garantir** un accès sûr et sans entrave aux zones et aux populations affectées nécessitant une aide humanitaire et une protection.
- **Écouter** les appels des filles et déclarer un cessez-le-feu dans les régions NOSO du Cameroun. Donner l'exemple à tous les acteurs armés de faire une pause humanitaire pendant la cessation des hostilités, ce qui permettra aux enfants et aux adolescent(e)s d'être en sécurité et d'accéder aux services nécessaires et permettra aussi au personnel humanitaire et médical de soigner et de vacciner les populations affectées par le conflit pendant la pandémie de COVID-19.
- **Accroître** les efforts pour réduire la violence, en particulier la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) à l'égard des adolescentes. Cela comprend la lutte contre les causes profondes de la VSBG grâce à un enseignement centré sur l'apprenant dans des contextes formels et non formels et à la sensibilisation des familles et des communautés. Veiller à ce que des services de réponse à la VSBG de qualité soient disponibles et accessibles en toute sécurité à toutes les adolescentes et jeunes femmes.
- **Renforcer** les efforts pour aider les enseignant(e)s à utiliser des approches didactiques centrées sur l'apprenant, qui contribuent au bien-être psychosocial des apprenant(e)s, et aider les enseignant(e)s à gérer le stress dans leur propre vie. Développer au maximum l'accès à une éducation et à une formation professionnelle de qualité, en réduisant les inégalités entre filles et garçons.
- **Renouveler** les efforts pour un dialogue inclusif et un engagement ponctuel envers des pourparlers de paix actifs avec un médiateur international indépendant, afin de trouver une solution pacifique à la crise, qui soit dans le meilleur intérêt des civils, y compris des enfants et des adolescentes. S'engager à soutenir des initiatives de résolution des conflits et de consolidation de la paix inclusives à tous les niveaux, qui incluent la représentation et la participation active des adolescentes et des jeunes femmes, en intégrant leurs perspectives, expériences et capacités d'action personnelles.



NOUS APPELONS LES ACTEURS HUMANITAIRES ET LES DONATEURS À :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour **éliminer les obstacles à l'éducation des adolescent(e)s déscolarisé(e)s, en particulier les mères adolescentes et les filles enceintes**. Ces mesures doivent inclure un travail en collaboration avec le Cluster Éducation et les principales parties prenantes de la communauté éducative pour :
 - renforcer les capacités des centres d'apprentissage communautaires qui sont l'option privilégiée des adolescentes, en particulier des filles enceintes et des jeunes mères, pour poursuivre leurs études. Ils doivent être soutenus et financés pour offrir des possibilités d'apprentissage non formel sûres, souples et pertinentes, y compris des compétences de la vie courante, une éducation sexuelle complète, une formation professionnelle et une éducation accélérée ;
 - identifier des stratégies alternatives pour donner accès aux opportunités d'apprentissage aux endroits où les écoles et/ou les centres d'apprentissage communautaires ne sont pas disponibles ou opérationnels en raison de l'insécurité ou de la COVID-19. Ces stratégies peuvent inclure des équipes mobiles pluridisciplinaires de sensibilisation – dirigeant leur action notamment sur l'éducation, la VSBG et la santé, un apprentissage à domicile grâce à un soutien entre pairs ☒, et inclure également des kits d'auto-apprentissage.
 - aider les parties prenantes de la communauté éducative à effectuer une cartographie et une analyse des risques concernant l'accès à l'éducation, y compris les risques liés à l'insécurité et à la COVID 19, et à mettre en œuvre des mesures de prévention et d'atténuation des risques au niveau des écoles/des centres d'apprentissage communautaires.

- Travailler en collaboration avec les partenaires de protection **pour prévenir les six graves violations commises contre les enfants en temps de conflit, y mettre fin et y répondre, ainsi que pour assurer la protection des adolescent(e)s, en particulier les adolescentes déscolarisées, mariées, enceintes ou jeunes mères**. Les mesures clés doivent notamment être les suivantes :
 - soutenir les mécanismes de suivi et de signalement des six graves violations commises contre les enfants en temps de conflit, notamment en veillant à ce que les partenaires d'exécution ne soient pas menacés ;
 - donner la priorité à la prévention de la violence sexuelle et basée sur le genre et à la réponse qui y est apportée partout où elle se produit, et veiller à ce que la protection de l'enfant et les pistes d'orientation et les services en cas de VBG soient sensibles au genre et à l'âge, sûrs et accessibles aux adolescentes rescapées de la violence ;
 - s'attaquer aux facteurs économiques de l'exploitation sexuelle, du mariage des enfants et du travail des enfants, en promouvant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des familles, ainsi que la formation professionnelle, l'apprentissage, les activités génératrices de revenus et le travail décent pour les adolescentes (plus âgées) et les jeunes mères ;
 - donner aux adolescent(e)s des compétences de la vie courante, des informations et un accès aux services ;
 - s'engager dans le plaidoyer et le partage d'informations à tous les niveaux pour sensibiliser à la situation des enfants et à leurs besoins.

- Concevoir et mettre en œuvre une **stratégie globale pour soutenir les adolescent(e)s, en particulier les adolescent(e)s non scolarisé(e)s, les adolescentes mariées, enceintes ou jeunes mères**. Cela doit notamment inclure les éléments suivants ::
 - accorder la priorité à la participation productive des adolescents, en particulier des adolescentes, à toutes les phases de la réponse humanitaire, y compris l'évaluation des besoins, la conception, la mise en œuvre, l'examen et l'évaluation des programmes ;
 - établir un dialogue avec les gardiens – parents et aidant(e)s ayant la charge des adolescentes, membres (masculins) de la famille, maris et beaux-parents et leaders communautaires – pour améliorer la participation, la mobilité et l'accès des filles aux services ;
 - intégrer des programmes d'éducation/d'apprentissage et de protection de l'enfance dans les services multisectoriels : la santé, y compris les informations sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, les fournitures et les services, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages vulnérables ayant des enfants déscolarisés, la nutrition des mères enceintes et allaitantes, les services de garde d'enfants et de petite enfance pour aider les adolescentes mariées, enceintes ou jeunes mères à accéder à des opportunités d'apprentissage, les programmes parentaux, y compris des groupes de soutien aux parents pour promouvoir des pratiques parentales positives et l'enregistrement des naissances.
 - Mettre en place un groupe de travail inter institutions qui fournit une aide technique visant à guider la programmation s'adressant aux adolescent(e)s : en mettant l'accent sur le développement d'outils et de ressources, le renforcement des capacités des parties prenantes nationales et communautaires, et sur le plaidoyer.

À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 75 pays

Plan International

Dukes Court,
Block A,
Duke Street,
Woking,
Surrey
GU21 5BH
United Kingdom

 twitter.com/planglobal

 facebook.com/planinternational